

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 846^e
SÉANCE

Mardi 20 novembre 1962,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Point 39 de l'ordre du jour:	
<i>Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)</i>	
<i>Examen du projet de résolution de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite). . .</i>	323
Point 37 de l'ordre du jour:	
<i>Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (suite)</i>	
<i>Examen du projet de résolution commun (suite)</i>	327
Point 35 de l'ordre du jour:	
<i>Développement économique des pays sous-développés (suite):</i>	
<i>f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales</i>	
<i>Examen du projet de résolution commun. . .</i>	329

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles
(A/4905, A/5060, A/5225, A/AC.97/5/Rev.2, A/C.2/L.654, E/3511, E/L.914, E/L.915, E/L.918, E/L.919, E/SR.1177 à 1179, E/SR.1181) [suite]

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION DE LA COMMISSION POUR LA SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES (A/C.2/L.654) [suite]

1. M. KOMIVES (Hongrie) souligne l'importance que sa délégation attache au principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, qui constitue l'un des éléments essentiels de l'indépendance et de la prospérité des peuples et des nations. Tout en saluant l'effort accompli par la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, la délégation hongroise estime que le projet de résolution qui en est résulté (A/C.2/L.654) ne représente pas une formule heureuse. C'est une solution de compromis qui s'écarte du troisième considérant de la résolution 626 (VII) de l'Assemblée générale. La délégation hongroise appuie donc pleinement le premier des amendements de l'Union soviétique (A/C.2/L.670) qui a le mérite de replacer cette question dans son véritable contexte.

2. D'autre part, la question la plus sujette à controverse, celle de la nationalisation et de l'indemnisation, est traitée au paragraphe 4 du projet de résolution,

ainsi que dans les amendements des Etats-Unis (A/C.2/L.668) et du Royaume-Uni (A/C.2/L.669), de façon à affaiblir et à limiter le principe de la souveraineté nationale sur les ressources naturelles. Or il n'est pas exact de soutenir que la nationalisation contre le paiement d'une indemnité soit un principe généralement acceptable; le principe fondamental est celui de la souveraineté de l'Etat. Toute décision concernant une indemnisation ou le montant de celle-ci relève essentiellement des affaires intérieures de l'Etat intéressé; celui-ci est donc seul juge en la matière et il ne saurait accepter la moindre ingérence extérieure dans l'exercice de sa propre souveraineté. Ce qui est à la base de tout titre à indemnisation, ce n'est pas telle ou telle règle du droit international, mais bien la législation pertinente de l'Etat intéressé. C'est pourquoi la délégation hongroise appuie l'amendement de l'Union soviétique portant sur le paragraphe 4 du projet. Le concept d'une indemnisation prompte, satisfaisante et effective, que les Etats-Unis voudraient imposer et codifier en une sorte de loi internationale, constituerait une injustice flagrante pour les jeunes nations. Il pourrait arriver ainsi que les ressortissants étrangers se trouvent dans une situation plus favorable que les nationaux de l'Etat intéressé et que celui-ci ait à supporter de ce fait une charge telle que les objectifs de la nationalisation s'en trouveraient compromis. La délégation hongroise appuie sans réserve l'amendement proposé par l'Union soviétique en vue d'améliorer le texte du projet de résolution en discussion.

3. Pour M. RAJAONARIVONY (Madagascar), le principe de la souveraineté nationale et le principe de la coopération internationale pour promouvoir le développement des pays en voie de développement sont également respectables; il ne faut pas faire prévaloir l'un de ces principes sur l'autre, mais chercher à les harmoniser. Trois conséquences s'ensuivent. Premièrement, s'il y a nationalisation, expropriation ou réquisition, l'Etat intéressé est seul juge des raisons sur lesquelles se fonde son acte, et l'exercice de sa souveraineté est incontestable si, ce faisant, il respecte les accords librement conclus et tient compte des droits et devoirs des Etats en conformité du droit international. Deuxièmement, les pays jeunes, dont l'épargne a besoin d'être complétée par des capitaux étrangers, doivent avoir constamment présente à l'esprit la nécessité de la coopération internationale lorsqu'ils procèdent à une nationalisation, expropriation ou réquisition, et il est bon que ce principe soit énoncé dans le paragraphe relatif à l'exercice de ce droit découlant de la souveraineté. Troisièmement, nul ne conteste le principe de l'indemnisation, encore que le représentant de l'URSS ait dit qu'elle ne pouvait se justifier sur le plan moral. Il appartient aux Etats intéressés de choisir les entreprises intéressantes pour leur économie, comme l'a fait le Code malgache en choisissant celles qui contribuent notamment à la création d'emplois, à la

valorisation des ressources, au redressement de la balance commerciale ou à l'amélioration de la balance des comptes. Le principe de l'indemnisation étant admis, il reste à en préciser les modalités d'octroi. Le passage du projet de résolution qui concerne ces modalités devrait être rédigé de façon à dissiper toutes les incertitudes des investisseurs; il faudrait donc indiquer les recours éventuels de façon explicite en précisant notamment qu'en cas de controverse les recours internes seront épuisés conformément au droit international.

4. Le fait que l'Etat intéressé est seul juge pour apprécier les raisons et motifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national sur lesquels se fonde sa décision de nationaliser, d'exproprier ou de réquisitionner constitue une sauvegarde suffisante de la souveraineté nationale. D'autre part, le fait qu'il s'engage à respecter des accords librement conclus et à se conformer au droit international traduit dans les faits la nécessité de favoriser la coopération internationale en vue d'assurer le développement des pays économiquement en retard. Enfin, la mention de la possibilité d'épuiser les recours internes constitue un énoncé explicite des garanties de recours normaux, garanties compatibles avec l'exercice de la souveraineté nationale mais suffisantes pour dissiper les appréhensions des investisseurs éventuels. Les amendements des Etats-Unis (A/C.2/L.668) répondent à ces préoccupations, mais le troisième amendement est superflu et la délégation malgache propose de le supprimer. En effet, dès lors que les recours sont mentionnés de façon explicite et sans équivoque, l'indemnisation ne peut être que satisfaisante; quant à sa promptitude, l'idée même de coopération internationale commande de tenir compte de la situation financière de l'Etat intéressé pour lui accorder un délai, le cas échéant, quitte à l'Etat dont l'investisseur est ressortissant à se substituer provisoirement à l'Etat momentanément défaillant.

5. M. STANOVNIK (Yougoslavie) fait observer qu'en renvoyant à la Deuxième Commission la question de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles l'Assemblée générale n'a pas attendu d'elle une étude juridique, mais bien une étude économique. Il ne fait pas de doute que la souveraineté économique est le complément nécessaire de la souveraineté politique. Or, la première ne se conçoit pas sans la pleine souveraineté sur les ressources naturelles et on peut dire qu'elle est pratiquement synonyme de développement économique, d'industrialisation et de diversification. C'est donc sous l'angle de l'émancipation économique que la question doit être abordée. D'autre part, on ne saurait traiter de la même manière la propriété étrangère acquise au moment où les deux Etats intéressés sont souverains et celle qui a été acquise quand un Etat était souverain et l'autre pas. Par conséquent, on ne saurait automatiquement appliquer à une situation où la plupart des pays sont indépendants les normes du droit international qui étaient appliquées lorsque la moitié du genre humain vivait dans un état de dépendance.

6. Il faut examiner d'abord le rôle joué par la propriété étrangère. L'économie des pays sous-développés a un caractère dualiste: d'une part, il y a le secteur interne, d'autre part, le secteur d'exportation, en grande partie aux mains de l'étranger. Un problème se pose quand il n'y a pas d'échanges entre ces deux secteurs: si le surplus économique, en d'autres termes le profit économique, ne fait pas retour au secteur

interne, il ne saurait y avoir de croissance économique. C'est de ce point de vue qu'il faut s'atteler au problème de la propriété étrangère des ressources naturelles; si l'on veut corriger ce caractère dualiste, on n'y parviendra pas tant qu'un large secteur des services essentiels demeurera aux mains de l'étranger; et, si cette situation demeure inchangée, on ne sera pas éloigné d'une formule qui pourrait être qualifiée de néo-colonialisme.

7. Les concepts du droit international doivent donc s'adapter aux besoins de l'époque actuelle, et sur ce point il y a une contradiction. Quand on parle du financement du développement économique, on songe à des prêts à long terme et à faible taux d'intérêt, à l'écoulement d'excédents, à toute sorte de mesures pour accélérer le courant international de l'assistance aux pays en voie de développement; en revanche, lorsqu'on aborde le domaine de la propriété étrangère des ressources naturelles, on perd toute souplesse et il n'est plus question que d'indemnisation prompte, satisfaisante et effective. Dans le domaine de l'assistance, on fait preuve d'adaptabilité; dans le domaine des ressources, on prône la rigidité. Le moment est venu, dans un monde en pleine transformation, d'attacher plus d'importance à l'évolution de la notion de propriété. Le projet de résolution à l'examen, si important soit-il, ne constitue à cet égard qu'une première étape. Cette question devra être étudiée plus avant par la Deuxième Commission et par l'Assemblée générale afin de déterminer comment cette notion peut être réinterprétée en vue d'aider au développement des pays en voie de développement.

8. M. YAKER (Algérie) dit que le droit à l'auto-détermination, principe juridique universellement reconnu, a pour corollaire le droit à la souveraineté sur les ressources naturelles. Le fait que les institutions internationales s'attachent à cette question marque un progrès important du développement économique et du progrès économique et social. Il faut se féliciter que, par ses résolutions 1314 (XIII) et 1515 (XV), l'Assemblée générale se soit penchée sur ces problèmes. Il s'agit de mettre en pratique un principe de contrat reconnu depuis longtemps mais resté à l'état théorique pour ce qui est des relations entre les anciennes métropoles et les pays colonisés. En s'attelant à cette tâche, on amène un changement dans le caractère des relations économiques internationales, changement souhaitable et positif qui conduira d'une économie de domination à un régime économique de coopération.

9. Le travail effectué par la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles est éminemment constructif; il a certes des lacunes, mais M. Yaker estime, comme le représentant de la Yougoslavie, que c'est la direction donnée qui compte et que le projet de résolution comporte des compléments positifs sur la base des principes dont se réclame l'Organisation des Nations Unies. Le droit naturel des peuples et des nations à disposer de leurs ressources naturelles n'empêche pas une coopération internationale que chacun du reste souhaite. Celle-ci devra se faire sur la base de la stricte égalité et de principes reconnus de part et d'autre et librement acceptés. Chacun reconnaît la nécessité d'accélérer le développement des pays en voie de développement grâce à une participation enthousiaste et volontaire des populations intéressées; à cet égard, la reconnaissance du droit à la souveraineté sur les ressources naturelles comptera pour beaucoup dans la création d'un climat

d'enthousiasme. Le projet de résolution souligne à juste titre l'importance de la coopération économique entre nations et pose judicieusement le problème des garanties à accorder aux investisseurs étrangers. Il est évident que le droit de nationalisation, de réquisition et d'expropriation doit être laissé aux Etats, dans la mesure où il s'exerce sur la base des principes d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national, qui sont considérés comme ayant la priorité sur l'intérêt étranger. D'autre part, l'appel aux règles juridiques en vigueur dans l'Etat intéressé et la mention de garanties conformes au droit international et du recours à la juridiction interne ou à l'arbitrage ne font que renforcer le caractère objectif du projet de résolution. Il semble donc que ce texte devrait être généralement acceptable et l'Algérie espère qu'il n'y aura pas d'obstacle à son adoption pure et simple. Dans le cas où des amendements seraient pris en considération, la délégation se réserverait le droit d'intervenir à nouveau dans le débat et de modifier sa position.

10. M. KOTCHOUBEI (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que les pays en voie de développement ne pourront atteindre leurs objectifs que s'ils jouissent pleinement de leur droit à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles. Bien qu'un grand nombre de pays aient accédé à l'indépendance, le colonialisme cherche à se perpétuer dans le domaine économique et à faire des nouvelles nations de simples annexes à l'économie de la métropole.

11. Les causes du retard des pays en voie de développement ne sont pas attribuables à leur pauvreté en ressources naturelles. En fait, ces pays détiennent 100 p. 100 des ressources du monde en diamant, 96 p. 100 du chrome, 94 p. 100 du manganèse, 60 p. 100 du fer, 97 p. 100 de l'étain, 72 p. 100 du cuivre, 78 p. 100 de la bauxite et 83 p. 100 du pétrole. Les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont, en puissance, d'immenses ressources hydro-électriques. Enfin, les pays d'Amérique latine fournissent à eux seuls 68 p. 100 des ressources minérales du monde capitaliste. Pourquoi donc ces pays se trouvent-ils en retard? Parce qu'ayant accédé depuis peu à l'indépendance ils continuent de voir leurs richesses mises au pillage par les sociétés étrangères. Leurs populations ne jouissent en rien de la souveraineté sur leurs ressources naturelles. Sans doute les pays en voie de développement essaient-ils de briser leurs chaînes, mais les pays capitalistes cherchent par tous les moyens à maintenir leur influence dans les anciens pays dépendants. Il y a donc les meilleures raisons du monde pour adopter les recommandations des Nations Unies tendant à protéger le droit souverain des peuples et des nations sur leurs richesses et ressources naturelles.

12. De l'avis de la délégation ukrainienne, l'ONU doit souligner l'importance du droit des Etats à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles, prendre des mesures concrètes pour renforcer ce droit et en condamner toutes les violations. L'essentiel n'est donc pas de garantir les intérêts des investisseurs étrangers, mais bien de protéger la souveraineté de l'Etat où sont investis les capitaux.

13. Pour toutes ces raisons, la RSS d'Ukraine ne pourra appuyer les amendements des Etats-Unis (A/C.2/L.668) et du Royaume-Uni (A/C.2/L.669) qui demandent aux Nations Unies d'attenter aux principes mêmes de la Charte qu'elles se sont donnée. Elle s'efforcera d'autre part d'améliorer le texte actuel

du projet, qui accorde trop d'importance à la protection des étrangers et pas assez à celle de la souveraineté nationale. Ainsi, ce texte ne se contente pas de limiter le droit à la nationalisation par une série de conditions, mais fait de l'indemnisation une obligation en droit international. Il a aussi trop tendance à dissimuler l'ampleur des activités des sociétés étrangères dans les pays en voie de développement et à leur donner des garanties qui reviennent en fait à restreindre la souveraineté de ces pays, tendance qu'accentueraient encore les amendements du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Enfin, le projet ne fait pas mention des résolutions 523 (VI) et 626 (VII) de l'Assemblée générale, qui ont cependant marqué des progrès décisifs. Les amendements de l'Union soviétique (A/C.2/L.670) visent précisément à remédier à ces défauts et la RSS d'Ukraine votera donc en leur faveur. Elle considère aussi que l'amendement de l'Afghanistan (A/C.2/L.655) améliorerait le texte.

14. D'autre part, elle estime que la proposition de renvoyer le problème à la Commission du droit international est une tentative pour éviter toute discussion, puisque le calendrier de cet organe est si chargé que la question ne pourrait pas être abordée avant six ou sept ans. Il est impossible de remettre à si tard la solution d'un problème lié étroitement au progrès économique des pays en voie de développement.

15. M. FRANZI (Italie) ne croit pas que le projet puisse être examiné exclusivement ni même essentiellement du point de vue économique et politique. Il s'agit en effet d'une déclaration de droit et ses conséquences doivent être étudiées surtout du point de vue juridique. Or, il est douteux que la Commission soit en mesure de procéder à elle seule à l'évaluation d'un texte qui soulève maints problèmes délicats dont certains ont déjà été abordés par d'autres commissions de l'Assemblée générale ou sont encore en discussion. Dans cette situation, il serait indispensable d'examiner le problème d'une façon globale, et de coordonner les diverses initiatives prises par les Nations Unies à cet égard. Par exemple, le principe de la libre disposition des ressources naturelles a déjà été affirmé par l'Assemblée générale lorsqu'elle a adopté l'article premier des projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme élaborés par la Commission des droits de l'homme et discutés par la Troisième Commission à la session en cours (A/C.3/L.978); on lit notamment, au paragraphe 2 de l'article premier du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'au paragraphe correspondant de l'article premier du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques:

"Pour atteindre leurs fins, les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel et du droit international."

Non seulement il serait illogique de se départir de cette formulation de principe, mais il serait regrettable de le faire parce que ce paragraphe établit précisément l'équilibre voulu entre le droit des Etats de disposer de leurs ressources naturelles et les obligations qu'ils assument dans le cadre de la coopération économique internationale. En effet, on ne peut songer à protéger seulement les droits de chaque Etat; il faut protéger aussi les intérêts des autres

Etats, et notamment de ceux qui peuvent aider les pays en voie de développement. Il s'agit donc moins de mettre l'accent exagérément sur la souveraineté, au risque de mener à l'isolement, que d'harmoniser les différents intérêts en présence. Or, tel est précisément l'objet du droit international, qui est fondé sur l'égalité souveraine des Etats et non sur la primauté de l'un par rapport à l'autre.

16. En droit international, l'expropriation des biens étrangers se fait généralement selon une règle qui oblige l'Etat qui exproprie à indemniser le propriétaire. C'est là un principe qu'il serait bon de réaffirmer, de même qu'il faudrait rappeler le principe énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et selon lequel "nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété". La question est liée à l'ensemble des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies, ce qui fait actuellement l'objet d'un débat très important et très délicat au sein de la Sixième Commission. D'autre part, comme l'a fait remarquer le représentant du Ghana, la question est également liée au problème de la responsabilité des Etats, dont la Commission du droit international est saisie. Il ne faut pas non plus négliger le fait que la Troisième Commission, qui est toujours saisie des projets de pactes relatifs aux droits de l'homme, aura probablement l'occasion de se prononcer aussi en matière de droit de propriété.

17. La situation est donc fort complexe et exige beaucoup de prudence. En outre, il importe de s'assurer que la terminologie juridique employée ait la précision voulue. A cet égard, les membres de la Deuxième Commission ne sont peut-être pas aussi qualifiés qu'il le faudrait. Pour sa part, bien que n'étant pas juriste, M. Franzi se demande si nombre de points du projet de résolution ne gagneraient pas à être revus. Ainsi, au paragraphe 1 du projet, il conviendrait peut-être de mentionner la souveraineté de l'Etat, qui est le véritable sujet des droits et des devoirs fondés sur l'ordre juridique international, plutôt que la souveraineté "des peuples et des nations". N'est-ce pas à la souveraineté de chaque Etat que se réfère le deuxième alinéa du préambule? De même, il conviendrait peut-être de remplacer l'expression "droit de souveraineté permanente sur les ressources et richesses naturelles" par l'expression "droit de disposer librement des richesses et ressources naturelles", déjà employée au paragraphe 2 de l'article premier du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Au paragraphe 2 du projet de résolution, l'expression "en toute liberté" conduit, d'autre part, à se demander si l'on reconnaît ou ne reconnaît pas les limitations que le droit international pose à la liberté des Etats. Le paragraphe 3 ne semble pas prévoir la possibilité de conventions entre les particuliers et est muet sur le cas où les ressources dont il s'agit ne sont pas propriété de l'Etat. Enfin, au paragraphe 4, la formule du recours à la juridiction nationale ne devrait pas être présentée sous forme d'hypothèse, mais sous forme affirmative parce qu'il s'agit d'assurer aux individus cette garantie fondamentale de leurs droits.

18. Certes, M. Franzi n'est pas compétent en ces matières juridiques fort délicates, mais c'est là précisément l'une des raisons pour lesquelles il craint que la Deuxième Commission n'adopte un texte trop vague qui risquerait d'entraver l'exploitation des

ressources naturelles au lieu de la favoriser. A son avis, la Commission ne devrait pas se prononcer dès maintenant sans prendre l'avis de juristes éminents. Sans mettre en doute le sérieux de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, M. Franzi estime qu'il serait préférable de soumettre la question à l'examen de la Commission de droit international, si l'on désire réellement parvenir à une déclaration ayant une valeur juridique. Par conséquent, il ne formule à l'heure actuelle aucun jugement sur les amendements déposés.

19. M. FARHADI (Afghanistan) se demande sur quel article du statut de la Commission du droit international le représentant de l'Italie peut se fonder pour attendre d'elle qu'elle émette un avis.

20. M. SCHWEITZER (Chili) craint que plusieurs éléments susceptibles de fausser le jugement des membres de la Commission ne soient intervenus dans la discussion. Tout d'abord, certains ont fait une différence entre les pays qui ont déjà leur indépendance politique et ceux qui ne l'ont pas encore. Or, le libellé du texte du projet est assez souple pour recouvrir ces deux cas. D'autres estiment que la souveraineté appartient à l'Etat et non au peuple ou à la nation. Mais toutes les constitutions n'affirment-elles pas que le peuple est souverain et que l'Etat ou le gouvernement n'est que l'expression politique de cette souveraineté, dont le véritable dépositaire est le peuple? Si le paragraphe 3 traite des contrats passés entre les investisseurs et l'Etat, c'est qu'il s'agit d'une étape avancée et du moment où l'Etat octroie l'autorisation nécessaire pour prospecter, mettre en valeur et disposer des ressources naturelles. Il est évident qu'une fois que l'Etat a délivré cette autorisation c'est à lui qu'il appartient de réglementer l'exercice des activités en question, et donc les bénéfices auxquels elles donnent lieu. C'est pour cela que l'on prévoit que les bénéfices obtenus devront être répartis dans la proportion librement convenue dans chaque cas entre les investisseurs et l'Etat où ils investissent. Il ne peut pas s'agir d'un accord entre particuliers, puisque c'est l'Etat qui autorise ou limite l'exploitation des ressources.

21. Le représentant de l'Italie s'est étonné que la nécessité d'avoir recours à la juridiction nationale ne soit pas nettement affirmée au paragraphe 4. C'est en effet ce qui se produit normalement, mais parfois l'Etat ou le particulier s'entendent pour recourir non à la juridiction nationale mais à un arbitrage ou à un règlement judiciaire international. Quelques délégations ont souligné que la question de la souveraineté sur les ressources naturelles excède la compétence de la Deuxième Commission et devrait être étudiée par la Commission du droit international. Défendre ce point de vue, c'est faire peu de cas du travail sérieux de la Commission pour la souveraineté sur les ressources naturelles. C'est oublier en outre la nécessité urgente d'adopter des mesures réclamées par la majorité des représentants qui sont intervenus dans les débats. Si toutes les propositions formulées devaient être repoussées avec des arguments si peu fondés, la Décennie des Nations Unies pour le développement dans laquelle s'est engagée la Deuxième Commission serait totalement vaine.

22. L'important est d'envisager le problème avec la sérénité nécessaire. Des conversations sont actuellement en cours avec les auteurs des divers amendements au projet et il y a lieu d'espérer qu'il sera

bientôt possible d'adopter ce texte avec fort peu de modifications. Grâce à cet accord, la Commission pourra se prononcer elle-même sans recourir à l'aide de tuteurs qui ne sont pas compétents dans le cas présent.

23. M. FRANZI (Italie) fait observer au représentant de l'Afghanistan que le renvoi d'une question à une autre commission n'est pas une procédure nouvelle. C'est ainsi qu'au paragraphe 60 du rapport sur les travaux de sa quatorzième session (A/5209) la Commission du droit international signale elle-même qu'elle a décidé d'inscrire à son programme de travail quatre questions dont elle a été saisie "en vertu de résolutions antérieures de l'Assemblée générale".

24. D'autre part, l'intervention du représentant du Chili n'a pas dissipé les doutes de la délégation italienne. Il est vrai que le peuple est souverain en droit constitutionnel, mais, en droit international, le sujet de droit est l'Etat, vérité confirmée par l'emploi de la formule "droit souverain de chaque Etat" au deuxième alinéa du préambule. De même, si l'autorisation envisagée au paragraphe 3 vient de l'Etat et peut être donnée par une loi, le contrat ou la répartition librement convenue dans le cadre de cette loi peuvent fort bien être décidés entre personnes privées. C'est parce que ces doutes subsistent que la délégation italienne préfère renvoyer la question à la Commission du droit international plutôt que d'adopter un texte imparfait qui risque de décourager l'afflux souhaité par tous de capitaux étrangers dans les pays en voie de développement et de retarder l'exploitation des ressources naturelles, et par conséquent la croissance économique des pays en voie de développement. Il n'appartient pas aux Nations Unies de faire naître des craintes qui nuiraient aux intérêts de ces pays.

25. M. FARHADI (Afghanistan) ne s'étonne pas que le représentant de l'Italie n'ait pu trouver dans le statut de la Commission du droit international d'article l'autorisant à donner des avis: en effet de tels articles n'existent pas. La Commission du droit international est chargée de codifier le droit international, travail de longue haleine qui prend souvent des années entières; elle n'est pas chargée de donner des avis consultatifs. D'autre part, il ne faudrait pas oublier qu'à sa seizième session l'Assemblée générale a prié la Deuxième Commission d'étudier en priorité la question des ressources naturelles. S'il n'est du pouvoir de personne de dissiper tous les doutes de chaque délégation, il est du devoir de la Deuxième Commission d'étudier la question à la session en cours et d'adopter un projet de résolution que désire la majorité écrasante de ses membres.

26. M. BRILLANTES (Philippines) ne se croit pas autorisé à émettre d'opinion dans le débat puisqu'il était membre de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Il tient cependant à rappeler à la Commission que l'Assemblée générale a décidé par sa résolution 1720 (XVI) que les travaux de l'Organisation des Nations Unies relatifs à la souveraineté permanente sur les richesses et les ressources naturelles devaient être poursuivis et recommandé que priorité soit donnée à la discussion de cette question par la Deuxième Commission au cours de la dix-septième session. Il est grand temps que la Commission recherche ce qu'elle doit faire pour appliquer cette résolution. Sans vouloir recommander de mesures précises, le représentant des Philippines signale les trois possibilités qui s'offrent à la Commission. Premièrement, elle pour-

rait autoriser le Secrétariat à poursuivre son étude de la question et à présenter au besoin des rapports périodiques. Deuxièmement, elle pourrait proposer le maintien de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Troisièmement, elle pourrait recommander la création d'un autre organe qui s'occuperait de la question.

27. M. WOULBROUN (Belgique) dit que, s'il a bien compris le représentant de l'Afghanistan, la résolution 1720 (XVI) de l'Assemblée générale recommande de donner la priorité à cette question et d'adopter le projet de résolution qui s'y rapporte. Or le texte de la résolution de l'Assemblée générale, s'il recommande bien la priorité, ne parle pas de l'adoption d'un projet de résolution. Si la Commission adopte un projet de résolution, il importe qu'elle le fasse dans l'intérêt commun des pays industriels et des pays sous-développés, en préservant l'équilibre. La question demande encore à être méditée.

28. M. FARHADI (Afghanistan) croit qu'il y a malentendu. Il n'a pas donné lecture de la résolution 1720 (XVI) de l'Assemblée générale, et il sait bien qu'elle ne parle pas de l'adoption d'un projet de résolution. C'est la Commission qui, dans sa majorité, demande l'adoption d'un projet de résolution. Quant à la méditation, on devrait s'y être livré suffisamment en un an et demi.

29. M. WOULBROUN (Belgique) fait observer que certaines délégations, dont celle de l'Italie, ont émis des doutes sur certaines dispositions du projet de résolution. M. Schweitzer, président de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, a lui-même exprimé le désir de méditer sur la question et de rechercher la possibilité d'arriver à un texte qui soit accepté par un grand nombre de délégations. Il est compréhensible, à plus forte raison, que les autres membres de la Commission fassent de même.

30. M. FARHADI (Afghanistan) craint que le représentant de la Belgique n'ait mal compris les paroles de M. Schweitzer. Tous les membres de la Commission souhaitent que le projet de résolution soit adopté à la session en cours.

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (A/5221, A/C.2/L.652, E/3447, E/3644, E/CN.13/43, E/CN.13/45)
[suite]

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUN (A/C.2/L.652) [suite*]

31. M. SERAFIMOV (Bulgarie) dit que sa délégation s'est toujours prononcée en faveur de la stabilité des prix des produits de base et a toujours pris le parti des pays en voie de développement dans les discussions sur le commerce international. Elle se voit cependant obligée de formuler de sérieuses objections contre le projet de résolution (A/C.2/L.652). En effet, étant donné que la Conférence des Nations Unies sur le café s'est tenue sous les auspices de l'Organisation, qu'un accord sur le café a été conclu, que les instruments de ratification doivent être déposés à l'ONU et que le Secrétaire général a invité tous les Etats Membres à signer cet accord, la délégation bulgare

*Reprise des débats de la 842ème séance.

ne comprend pas la raison de l'appel lancé par le projet de résolution en vue de la signature de cet accord.

32. Si les auteurs du projet de résolution cherchent à stimuler l'intérêt pour l'Accord international de 1962 sur le café, la délégation bulgare peut expliquer son manque d'enthousiasme à cet égard. Vu l'importance du café pour l'économie d'un grand nombre de pays en voie de développement, la Bulgarie a participé à la Conférence en tant qu'observateur. Elle souhaitait l'élaboration d'un accord susceptible de recueillir l'appui de tous les pays, mais la Conférence s'est déroulée au contraire dans des conditions d'inégalité, non seulement pour les pays socialistes, mais aussi pour beaucoup de pays producteurs. Aussi un grand nombre de pays d'Amérique centrale, d'Asie et d'Afrique, ainsi que des pays arabes, qui ne sont pas membres de la Communauté économique européenne, ont-ils exprimé de sérieuses réserves au sujet de l'Accord.

33. Au cours des discussions, la délégation cubaine a demandé que l'on supprime du projet d'accord deux dispositions nettement discriminatoires dirigées contre les pays socialistes. La première concerne le monopole d'Etat sur le commerce extérieur dans ces pays et figure à l'article 47 de l'Accord (E/CONF. 42/7). Aux termes de cet article, le système des monopoles d'Etat sur le commerce extérieur adopté par certains pays serait un des obstacles à l'augmentation de la consommation de café. Mais cette allégation est fautive, et la question relève d'ailleurs de la compétence de chaque pays. L'inclusion de cette disposition revient pratiquement à introduire un élément politique dans un accord purement économique. La quantité de café importée par un pays ne dépend pas du monopole sur le commerce extérieur, mais des possibilités de paiement de ce pays. La Bulgarie déploie des efforts soutenus pour développer ses échanges avec les pays producteurs de café, ce qui lui permettra d'augmenter ses importations de ce produit. En second lieu, la Bulgarie et la République démocratique allemande ont été rayées de la liste du marché dit libre pour figurer sur celle du marché dit à contingents, sous le prétexte que ces pays se seraient livrés à la réexportation de café, que l'Accord provisoire ne permettait pas. Mais cet accord avait été conclu entre pays producteurs. La Bulgarie, n'y étant pas partie, ne peut être accusée de l'avoir violé. Comme le café n'a pas eu jusqu'ici une grande place dans le régime alimentaire de la population bulgare, il serait juste que la Bulgarie ait le droit d'importer la faible quantité qu'elle consomme aux conditions les plus favorables. Malheureusement, la recommandation de Cuba n'a pas été mise aux voix. La suppression de ces deux mesures contre les pays socialistes ne présentait pourtant aucune difficulté pour les autres participants, et certains pays producteurs de café l'ont même appuyée. Mais les délégations des Etats-Unis et d'autres pays occidentaux, pour des raisons d'ordre surtout politique, ont forcé les pays producteurs de café à se ranger de leur côté. Dans ces conditions, la délégation bulgare ne peut appuyer le projet de résolution.

34. M. PARSONS (Australie) dit que sa délégation appuiera le projet de résolution. L'Australie, qui a participé à la Conférence des Nations Unies sur le café, signera l'Accord dans le délai prévu. Elle attache une grande importance aux accords sur les produits de base et souhaite que des discussions sur d'autres produits aient lieu dans un proche avenir,

dans l'esprit de conciliation qui a prévalu à la Conférence. Le deuxième alinéa du préambule souligne que l'Accord ajoute un élément appréciable à la série des accords sur les produits de base déjà en vigueur. La délégation australienne préfère le considérer comme un début appréciable étant donné son importance pour le progrès économique des pays en voie de développement tributaires de l'exportation d'un petit nombre de produits de base. Ce développement dépend dans une grande mesure de la convocation rapide de conférences du même genre et de la conclusion d'accords pour une gamme étendue de produits.

35. M. BLOIS (Canada) dit que sa délégation est heureuse d'appuyer le projet de résolution sur les objectifs duquel il n'y aura sans doute aucune divergence de vues. Le Gouvernement canadien n'a jamais pensé que tous les problèmes résultant des fluctuations des prix des produits primaires puissent être résolus par des accords de cette nature, mais il a toujours été disposé à envisager ces problèmes à des réunions internationales. Depuis la seconde guerre mondiale, le Canada a participé à trois autres accords sur les produits de base, concernant le blé, le sucre et l'étain respectivement. L'Accord international de 1962 sur le café, que le Canada a ratifié le matin même, devrait apporter une importante contribution à la stabilisation des prix de ce produit et constituer un guide pour d'autres recherches. Aussi le Gouvernement canadien est-il désireux de coopérer à l'étude de ces problèmes qui le préoccupent depuis longtemps.

36. M. AMADOR (Mexique) dit que sa délégation appuie le projet de résolution. Le Mexique a été l'un des premiers signataires de l'Accord international de 1962 sur le café. Ce document est très important, car il représente le couronnement d'efforts déployés pendant de nombreuses années et auxquels le Mexique a participé activement, en vue d'une réglementation satisfaisante du marché mondial de ce produit à l'avantage des producteurs et des consommateurs. Cet accord marque un progrès très net dans le domaine de la coopération internationale pour la recherche de solutions aux problèmes des produits de base exportés par les pays en voie de développement. L'article 47 de l'Accord, particulièrement pertinent sur ce point, porte sur l'élimination des obstacles à la consommation du café. La délégation mexicaine partage l'espoir exprimé au dernier paragraphe du dispositif du projet de résolution.

37. M. EL BANNA (République arabe unie) dit qu'en se prononçant pour le projet de résolution sa délégation exprime l'espoir que la situation des producteurs et exportateurs de café dans les pays en voie de développement se trouvera désormais facilitée. Bien entendu, c'est l'application de l'Accord lui-même qui montrera jusqu'à quel point ces pays bénéficieront des dispositions prévues et jusqu'à quel point on aura attribué les contingents, non seulement en fonction de la capacité de production et d'exportation des différents pays, mais aussi en tenant compte de la mesure dans laquelle ces pays sont tributaires de l'exportation de ce produit.

38. La délégation de la République arabe unie exprime également l'espoir que l'on conclura d'autres accords, concernant en particulier les produits qui, comme le coton, interviennent pour une part importante dans les exportations non seulement des pays en voie de développement, mais aussi des pays très industrialisés.

39. M. PATIÑO (Colombie) remercie, au nom des auteurs, les délégations qui leur ont accordé leur appui et leur ont adressé des encouragements. En réponse à la déclaration du représentant de la Bulgarie, M. Patiño précise que le but du projet de résolution n'est aucunement d'amener l'Assemblée générale à approuver toutes les dispositions de l'Accord international de 1962 sur le café. Cet accord, sur certains articles duquel les pays signataires ont formulé des réserves, représente un compromis entre différents points de vue et pourrait être meilleur sur certains points. Le projet de résolution ne porte aucun jugement sur la teneur de l'Accord, mais simplement sur le fait qu'un accord s'est réalisé dans un domaine important du commerce international et qu'il a été conclu entre un assez grand nombre de pays producteurs et consommateurs. Le projet de résolution ne recherche l'approbation de l'Assemblée que sur l'effort que représente l'Accord. Les auteurs se sont efforcés d'élaborer un texte qui permette aux pays qui ne sont pas parties à l'Accord de l'appuyer sans difficulté. Le nombre des signataires à l'Accord est actuellement de 35. Ce résultat est encourageant et constitue un élément de nature à renforcer la solidarité internationale dans l'avenir.

40. M. TODOROV (Bulgarie) fait observer que le titre du projet de résolution n'est pas très heureux du fait qu'il ne se rapporte pas au sujet de ce texte. A son avis, un titre tel que "Problème international du café" ou "Accord international de 1962 sur le café" serait préférable.

41. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) dit que les auteurs ont étudié avec soin ce titre, qui est parfaitement adapté au contenu du projet de résolution. Mais il va de soi que les délégations sont libres de proposer des modifications à toute partie du texte, y compris le titre.

POINT 35 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/5220) [suite]:

f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (A/5196, A/C.2/L.653 et Add.1 et 2, E/3643)

EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION COMMUN (A/C.2/L.653 ET ADD.1 ET 2)

42. M. VERAS (Brésil) dit que le sujet du projet de résolution commun (A/C.2/L.653 et Add.1 et 2), qu'il présente au nom des auteurs, n'est plus une question controversée. Il s'agit en fait d'une tendance inévitable résultant non seulement du nombre accru des Etats Membres et de l'expansion des travaux de l'Organisation dans les domaines économique et social, mais aussi de facteurs conceptuels et opérationnels.

43. Les régions qui sont du ressort des commissions économiques régionales, bien que connaissant les problèmes communs que posent un faible revenu par habitant et une stagnation persistante, sont profondément dissemblables à tous égards. Le rôle de ces commissions comporte des travaux préliminaires importants en matière de recherche socio-économique et de programmation du développement qui ne sauraient être centralisés au Siège. D'autre part, les activités des commissions économiques régionales intéressent la plus grande partie du monde, ce qui

fait de la délégation des pouvoirs en général et du processus de décentralisation en particulier l'une des conditions d'un fonctionnement efficace. Comme chacun sait, la question de la décentralisation régionale a déjà une longue histoire à l'ONU.

44. On ne saurait nier l'importante contribution apportée par les commissions économiques régionales aux travaux de l'ONU dans les domaines économique et social. Leurs réalisations sont pleinement reconnues par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social qui, chaque année, prennent connaissance de leurs rapports et approuvent leurs programmes de travail. Dans bien des cas, les commissions économiques régionales effectuent aussi des travaux préliminaires dans les domaines d'importance vitale tels que la coopération commerciale, les marchés communs et l'intégration, et la planification du développement économique. Le Programme élargi d'assistance technique a confié à l'ONU de nouvelles responsabilités dans le domaine économique, et il était naturel que les commissions économiques régionales jouent un rôle important dans ces nouvelles activités, en raison de leur situation géographique et de leur connaissance de première main des problèmes qui intéressent les différentes régions. Toutefois, le transfert de fonctions et de responsabilités du Siège aux secrétariats des commissions régionales, bien que logique, a été plutôt lent.

45. La résolution 793 (XXX) du Conseil économique et social a reconnu le rôle des commissions économiques régionales dans les activités économiques au niveau régional, y compris les projets d'assistance technique, et a prié le Secrétaire général de faire appel aux services de ces commissions le plus possible, surtout pour la planification et l'exécution de programmes de développement économique régionaux. L'idée de décentralisation a été réaffirmée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1518 (XV), qui reconnaissait que les attributions des commissions économiques régionales ne se bornent pas à des études et des délibérations, mais que leurs secrétariats, dont le renforcement a été demandé au Secrétaire général, s'acquittent de diverses fonctions opérationnelles.

46. L'Assemblée générale a abordé l'année précédente, dans sa résolution 1709 (XVI), le problème de l'application de la politique de décentralisation. Le rapport du Secrétaire général (A/4911) a grandement contribué à l'adoption de cette résolution. Il présentait un exposé d'ensemble sur la signification de la décentralisation et sur les mesures que le Secrétaire général avait l'intention de prendre pour appliquer cette politique. L'attention s'est alors portée sur le rôle des commissions économiques régionales dans le développement économique et social, et l'on a fait mention des mesures prises ou à prendre pour leur donner plus d'importance dans la planification et l'exécution des projets d'assistance technique. Le document A/4911 rapportait les résultats de la réunion du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales avec les secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales lors de la trente-deuxième session du Conseil économique et social, au cours de laquelle l'accord s'est fait sur certains aspects de la décentralisation.

47. Le paragraphe 4 du dispositif de la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale, qui en est l'essentiel, montre l'importance que le rapport du Secrétaire général a eue dans les débats de la Deuxième Com-

mission à la seizième session. Dans ce paragraphe, l'Assemblée demande instamment le renforcement sans délai des secrétariats des commissions économiques régionales. Au paragraphe 5, elle prie le Secrétaire général de prendre des mesures immédiates pour la mise en pratique de la politique de décentralisation et, au paragraphe 7, de faire rapport au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale sur les mesures prises ou à prendre dans ce sens. Les rapports du Secrétaire général au Conseil (E/3643) et à l'Assemblée (A/5196) dont la Commission est saisie répondent à cette demande. Ces documents montrent que, dans certains domaines, des progrès ont été faits vers la décentralisation. C'est ainsi que les auteurs du projet de résolution notent avec satisfaction le rôle important que la CEPAL a joué dans la création de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, ainsi que la tâche confiée à la CEA et à la CEAE0 en vue de la création d'instituts semblables en Afrique et en Asie. Cependant, on ne constate pas les mêmes progrès dans le domaine des projets nationaux. Les deux derniers rapports du Secrétaire général ne confirment guère l'assertion que l'on trouvait dans son rapport à la seizième session de l'Assemblée générale, selon laquelle c'est surtout aux stades de la planification et de la programmation que le rôle des commissions économiques régionales doit être étendu. De plus, les renseignements sur la participation des secrétariats régionaux à la préparation des programmes d'assistance technique pour 1963-1964 sont maigres.

48. Une autre question importante est celle du renforcement des secrétariats des commissions économiques régionales pour leur permettre de s'acquitter des tâches qui devraient leur être confiées. Certes, ce problème ne peut pas être résolu par un simple transfert du personnel du Siège. Mais il n'est pas

certain que l'augmentation de personnel envisagée pour les commissions économiques régionales, telle qu'elle est indiquée par le Secrétaire général, soit appropriée. Le projet de budget pour l'exercice 1963 (A/5205) ne demande que 37 postes supplémentaires pour les secrétariats régionaux, contre 26 nouveaux postes pour le Siège. Si l'on considère que la plus forte augmentation (20 postes) est attribuée à la CEA et que la CEPAL et la CEAE0 ne seront renforcées que de 5 et 9 postes d'administrateurs respectivement, il est difficile d'admettre que la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale est appliquée comme il convient.

49. Il est regrettable que la vue d'ensemble sur la politique de décentralisation et les mesures à prendre pour l'appliquer, telle qu'elle est exposée par le Secrétaire général dans le document A/4911, ne se reflète pas dans les deux rapports dont la Commission est saisie. Il faudrait prendre de nouvelles mesures pour accélérer la décentralisation. Les auteurs du projet de résolution sont persuadés qu'il est très important que l'Assemblée générale suive la question de la décentralisation des activités des Nations Unies dans les domaines économique et social et du renforcement des commissions économiques régionales.

50. Les auteurs du projet de résolution étaient prêts à accepter l'amendement présenté il y a déjà longtemps par cinq puissances (A/C.2/L.661). Cet amendement, qui concernait les régions où il n'existe pas encore de commission économique régionale, était parfaitement justifié et corrigeait un certain manque d'équilibre du projet de résolution initial. Mais cet amendement a été présenté sous une forme révisée (A/C.2/L.661/Rev.1), et les auteurs examineront ce nouveau texte en même temps que les autres amendements qui ont été distribués à la séance en cours (A/C.2/L.681 et A/C.2/L.682).

La séance est levée à 18 h 15.